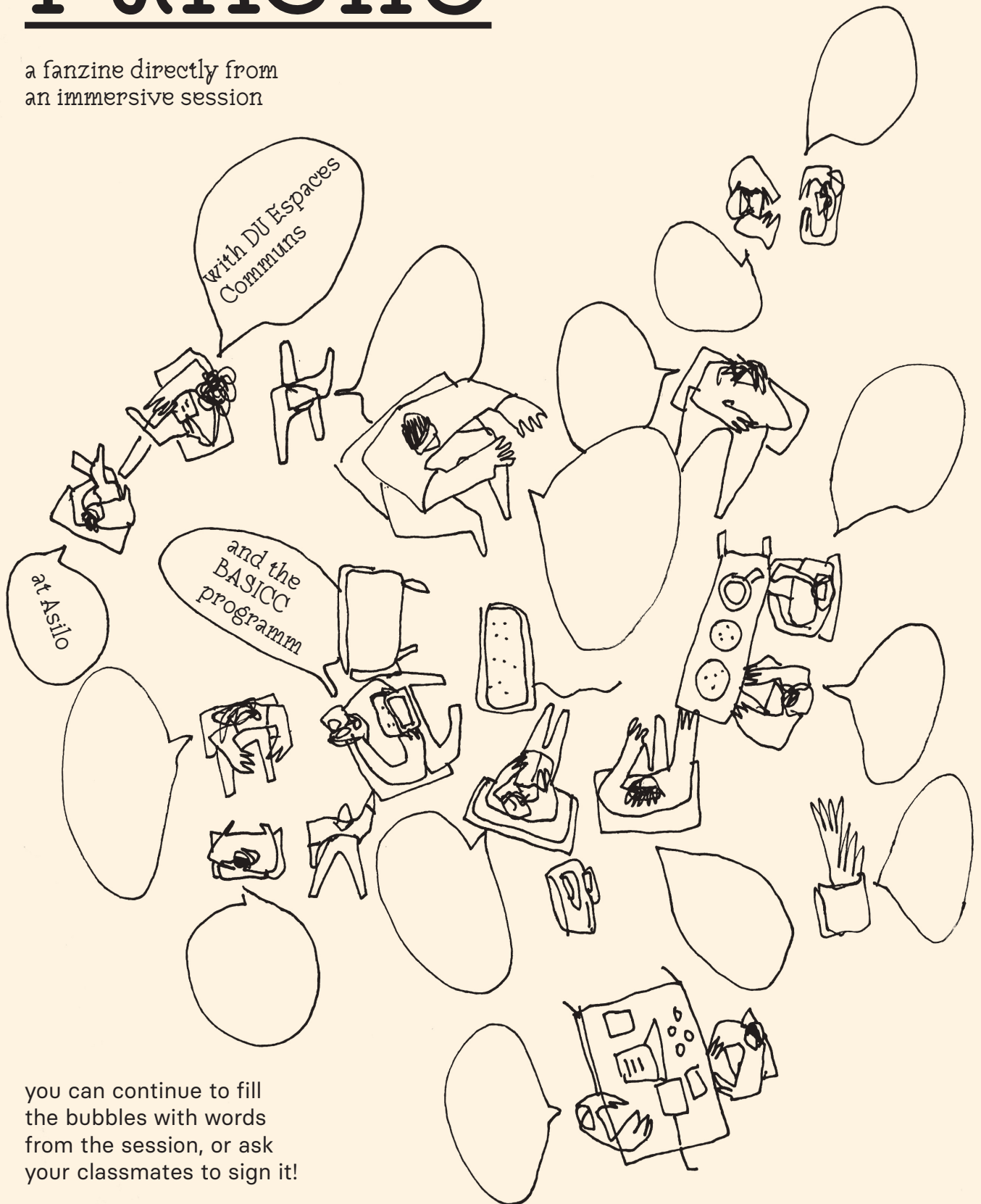


Fansilo

a fanzine directly from
an immersive session



you can continue to fill
the bubbles with words
from the session, or ask
your classmates to sign it!

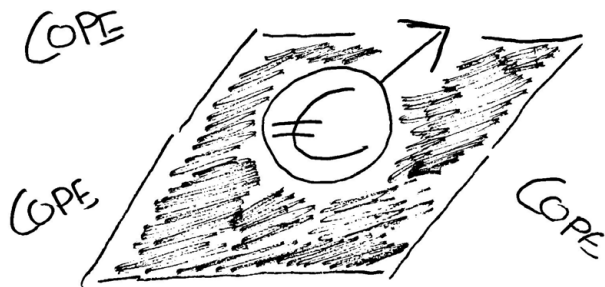
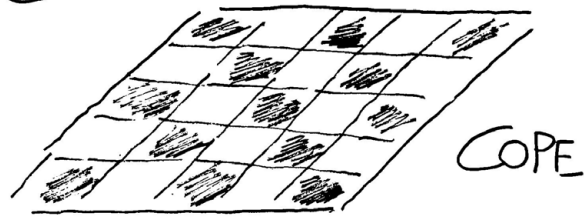
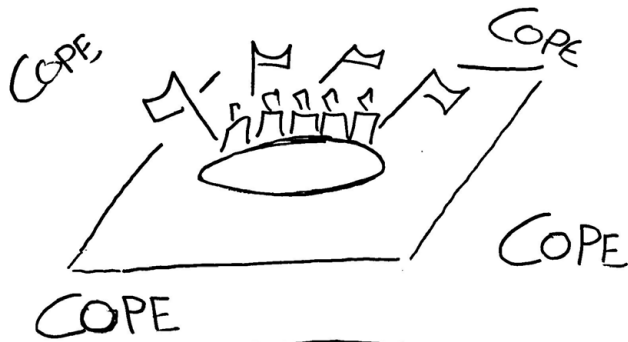
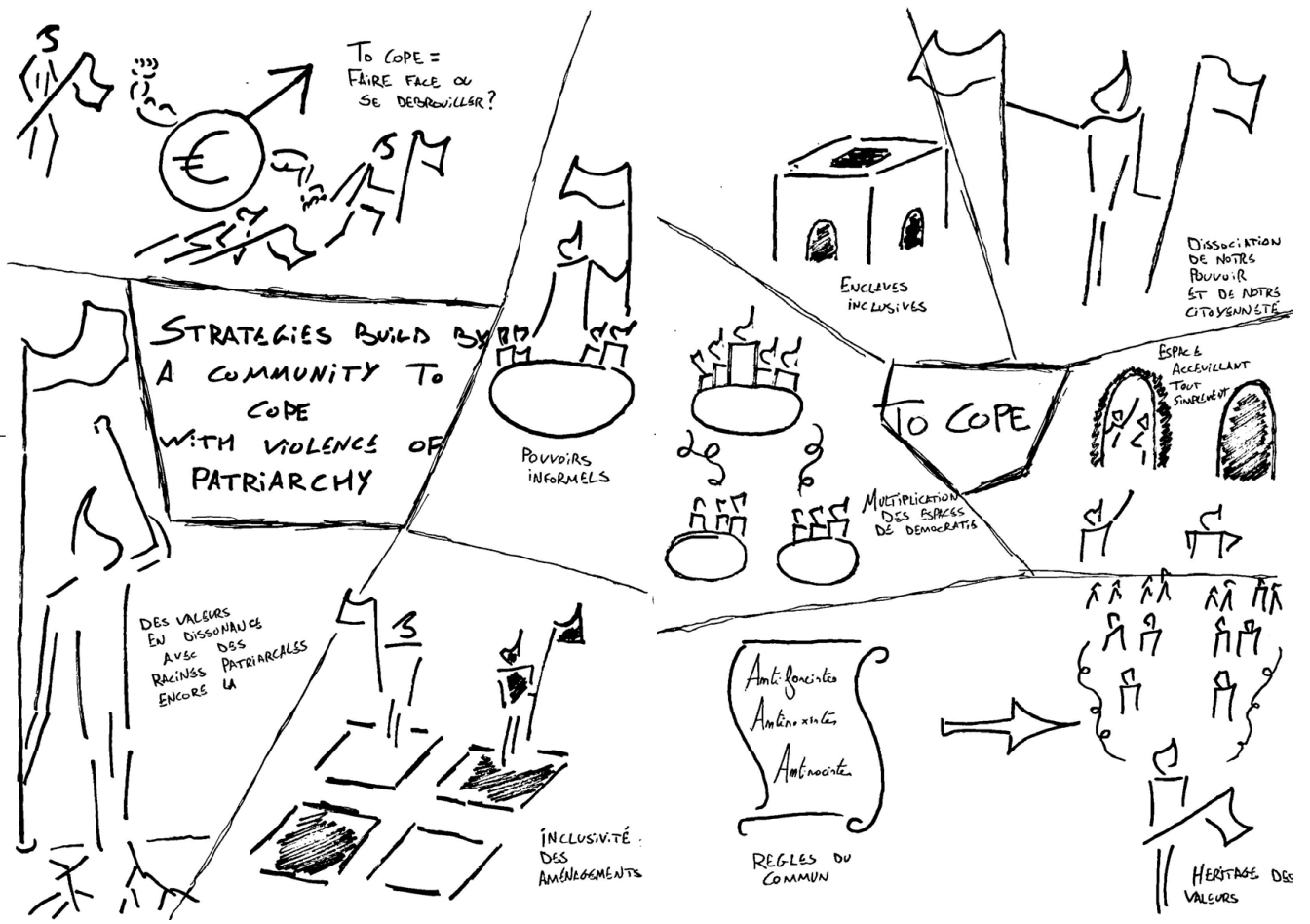
you can staple your fanzine
on the little marks, if you want,
you can also do it another way

La venue du DU à l'Asilo est une manière pour les étudiant·es d'aller à la rencontre d'autres contextes nationaux, de réalités territoriales marquées par un environnement institutionnel, politique, social et culturel différent, d'appréhender les espaces communs dans une dynamique internationale, et de préfigurer un potentiel programme de formation, inspiré du DU, en Italie. Ce fanzine est une manière de documenter cette session immersive, au travers du regard des étudiant·es.

L'Asilo est un espace commun napolitain emblématique, pour son mode de gouvernance spécifique, auto-organisée et communautaire, et le montage singulier avec la municipalité au travers d'un décret «Urban Civic Collective Use».

Le projet de coopération européenne BASICC fédère espaces communs, universités et organismes de formation afin de cartographier les compétences des *commoners* et usagers des espaces communs, et de designer des dispositifs de formation à ces spectres de compétences. L'un des sous-programmes (WP2) est dédié à la réflexion, à partir du DU Espaces Communs, sur des dispositifs de formation nationaux et transnationaux

Le DU Espace Commun est un diplôme universitaire français formant chaque année soixante professionnel·les à la création, la gestion et l'animation d'espaces communs, plaçant en son cœur l'immersion au sein d'espaces communs, à la rencontre de leurs équipes, partenaires et usager·es.

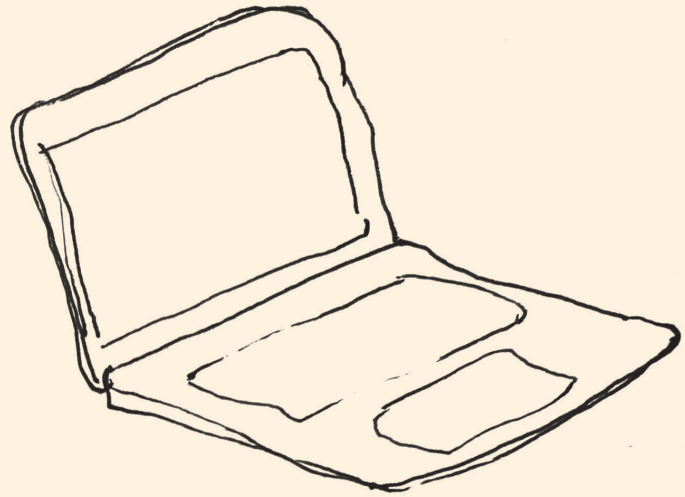
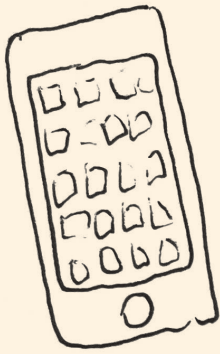


Stratégies construites par les communautés
pour faire face à la violence et au patriarcat





The spaces we visited prioritize social issues like inclusivity and being a safe space, yet seem less engaged in ecological practices. While food-related activities such as food banks and social kitchens are present, these are often managed externally, and there's a lack of focus on direct ecological action. Green spaces are a priority for the residents of Naples due to their scarcity. Although some common spaces offer green areas, we feel these are not fully maintained or utilized to their full potential. Food plays a powerful role in gathering people, but tension exists between social priorities and a deeper ecological commitment.



TRAVAIL INDIVIDUEL



TRAVAIL COLLECTIF

Décalages et polpette.

Les mots ont un sens, les langues un autre, et les contextes dans lesquels ils s'articulent peuvent créer des frottements, marquer des lignes de démarcation, poser de simples interrogations ou provoquer de réels décalages. Cela peut parfois générer des frustrations, mais l'ensemble permet l'accompagnement d'un repositionnement de soi-même, en tant qu'individu ou que groupe, et c'est bien cette recherche d'un recentrement de nos propres équilibres qui peuvent nous amener à dévier vers de nouvelles directions.

Décalage dans le partage de l'information.

Car c'est probablement l'une des premières conditions pour qu'une dynamique collective s'engage, comment peut-on arriver, dans une situation donnée, à être au même niveau d'information ? Comment arriver à énoncer et partager clairement les termes et enjeux d'un débat, les tenants et aboutissements de chacune des décisions à prendre, pour être sur qu'elles soient prises dans le confort et la juste acception de chacun-es ?

Décalage dans les registres de discussion.

Sans impliquer une quelconque hiérarchie entre une forme de parole et une autre, comment concilier les variables situationnelles de chacune de nos vies avec la volonté supposée d'un partage d'un savoir et d'une recherche d'une avancée collective, qu'elle soit intellectuelle, spirituelle ou pragmato-pratique.

Décalage dans les postures.

Nos environnements capitalistiques nous poussent à une essentialisation à l'extrême de nos individualités. Comment peut-on arriver à ne pas reproduire ces prises de postures dans des situations que nous désirons comme justes et équilibrés, et remettre l'ensemble au même niveau d'écoute et d'attention encourageant une multiplicité de discours et de positions énoncées ?

Décalage dans les rapports à l'institution.

La recherche d'une autonomie de pensée et d'action est probablement essentielle à toute forme d'épanouissement, qu'elle soit encore une fois personnelle ou collective. Mais comment, dans un monde aux gouvernances complexes et aux enjeux économiques multiples, qui ne sont plus ceux issues d'une société vernaculaire globalement homogène, peut-on arriver à construire et défendre au mieux cette idée d'indépendance sans entretenir les biais que nous rejetons ?

Décalage dans la recherche d'un idéal.

Les propres positions de nos quotidiennetés nous amènent à des pratiques multiples. Tout en comprenant bien nos propres géographies sociales, culturelles ou économiques, comment pouvons-nous bien concilier la quête d'un idéal-type théorique ou idéologique, avec la mise en pratique de situations réelles et concrètes, sans que les dévoiements ou compromissions nous amènent à oublier l'un ou désertier l'autre ?

Décalage dans les récits.

Chaque situation se raconte, et produit des récits qui permettent le déploiement d'actions tout en facilitant leurs poursuites. Des décalages peuvent exister, et nécessitent probablement des réajustements permanent. Mais comment arriver à concilier les récits désirés, les récits perçus et les récits réel ?

Décalage à la polpette.

Le mot vient de polpa, la chaire. Pour faire une polpette, il faut désosser la viande, la finement hacher, l'assaisonner, la façonner, la faire frire, l'égoutter, et la partager. Chaque région d'Italie, et probablement du monde, a sa propre recette de polpette. Et chaque personne la cuisinant a ses propres variantes. Ne pourrions-nous pas penser les communs à partir de la polpette ?

* daily scene of collective works and sessions.



* daily collective life,
sharing formal and informal
moments.



Discussion-débat informel à l'OPQ

**Petit extrait d'une discussion-débat
qui a surgi en marge de la visite de l'OPG...
9 personnes, français-es et italien-nes
confondu-es, s'étaient rassemblées
de manière informelle.**

E* existe-t-il en Italie autant d'associations qu'en France? Qu'est-ce que ce tiers secteur ici?

C* je constate que le secteur associatif français est très institutionnalisé, avec des liens bien établis avec l'État, et il comprend divers types de structures privées ou publiques, ce qui le rend formel. En revanche, ici, ce que nous avons vécu, même si cela ne représente pas toutes les associations italiennes ou napolitaines, semble davantage lié à des mouvements sociaux, aux luttes pour l'autonomie, et à un détachement des logiques de marchandisation, ainsi qu'à une réutilisation politique.

M*-F* il est clair que l'environnement associatif ici est différent. Il s'agit d'un milieu de mouvements sociaux qui entretiennent parfois des relations avec certaines associations, mais qui ne se limitent pas à ces dernières. Nous n'avons d'ailleurs pas visité de lieux associatifs.

L* j'essaie d'aborder la question sous un autre angle. Imaginons que tu proposes un modèle où tu ouvres un espace qui met des lieux à disposition en location. Les associations auraient-elles les moyens de payer ces locations? Quid des financements? Il semblerait qu'il y ait beaucoup moins de financements dans le milieu associatif ici en Italie.

S* en effet, tu disais qu'à l'Asilo, les fluides sont payés par le propriétaire. Dans les lieux dont nous parlons, ce sont les occupants qui mettent à disposition le lieu et qui doivent assumer ces frais. Cela crée une différence importante.

M*-F* en France, il existe beaucoup plus de financements publics pour les associations, liés à leurs activités, tandis qu'en Italie, cela reste difficile. La centralisation du travail associatif est

souvent due à de grandes organisations ou fédérations qui réussissent à obtenir des financements.

E* Existe-t-il donc des acteurs associatifs qui financent leurs actions? Y a-t-il des modèles plus entrepreneuriaux, comme l'économie sociale et solidaire en France, qui utilisent des codes du marché néolibéral? Est-ce que ce secteur associatif est contraint d'adopter ces mêmes pratiques?

M*-F* cela dépend des organisations, et chacun choisit son approche. Il existe des fondations qui financent une grande partie du troisième secteur. Ici, la fondation Egoiltsul joue un rôle similaire, même si cela reste limité. Pour survivre, il est essentiel de trouver un de ces financements. Il existe également des financements publics, mais ils sont peu nombreux.

L* La philanthropie joue un rôle plus important en Italie qu'en France.

N* à Marseille, la précarité alimentaire et du logement sont des questions cruciales. Dans le centre d'accueil où je travaille pour les mineurs non accompagnés, 80% des financements proviennent du secteur privé et seulement 20% de l'État. Nous détournons parfois certaines subventions pour élargir notre champ d'action. À Naples, y a-t-il des associations ou des groupements qui s'attaquent à ces problématiques? Comment cela fonctionne-t-il? Dans les lieux que nous avons visités, il n'y avait pas de cantine sociale. Il existe une banque alimentaire qui récupère des denrées, mais souvent, les personnes n'ont pas accès à des cuisines.

L* Cette situation est problématique, car cela devrait être de la responsabilité de l'État, qui gère souvent mal cette mission. La société italienne est, en revanche, très solidaire. Les liens se tissent davantage via la famille, les amis, etc. Personne ne laissera quelqu'un dans le besoin. Cela crée une dynamique où l'État ne se sent pas responsable de ces situations, ce qui peut poser des problèmes.



* photo prise depuis les toits
du Giardino Liberato



* photo prise durant un déjeuner à l'Asilo

*Every word
you don't
understand
is a kick on
your ass for
tomorrow.*

* un intervenant citant Don Milani

Comprendre l'Asilo à l'aune de l'approche disciplinaire.

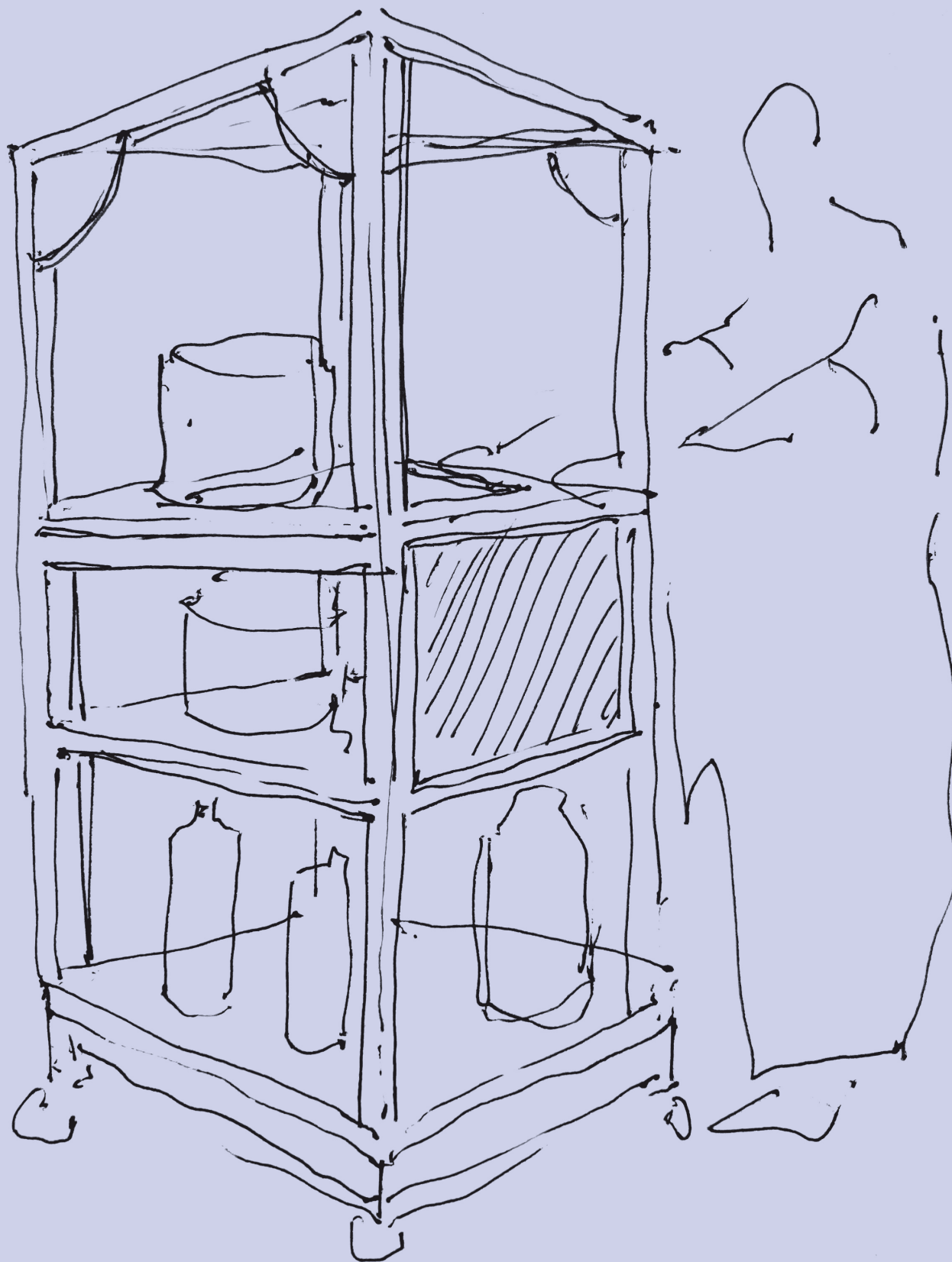
La rencontre avec l'ex Asilo Filangieri et ses praticien·nes nous rappelle à quel point les lieux sont à l'image de celles et ceux qui les façonnent. Le droit et de la philosophie, et plus globalement les sciences sociales qui ont contribué à façonner le mouvement des communs napolitains, sont présents jusque dans la quotidienneté de l'espace. Après trois jours à l'Asilo, nous comprenons l'étendu du travail jurisprudentiel, qui a permis l'émergence d'autres communs urbains dans la ville de Naples. C'est grâce à cette approche disciplinaire juridique que Naples compte aujourd'hui 12 communs. À l'Asilo, nous comprenons la raison d'être de ce lieu, en devenant parties prenantes d'une assemblée fictive le temps d'une après midi, et plus largement, en faisant l'expérience quotidienne de discussions en cercle, où s'instaure un apprentissage de ce mode d'échanges.

Au delà des modalités techniques et organisationnelles de ce modèle de discussion de groupe, la manière dont les sujets sont adressés peut permettre de refléter une tendance de l'approche disciplinaire, et plus globalement de l'approche théorique de ce lieu. Il faut cependant nuancer ces observations qui s'appuient sur une observation brève de la vie quotidienne de l'ex Asilo Filangieri.

On ne peut s'empêcher de regarder en miroir nos propres lieux en France à l'aune des disciplines dont nous sommes issu·es dans ce que nous appelons les « Espaces Communs ». L'architecture, l'urbanisme, l'art et la culture, le travail social sont au cœur de nos pratiques et s'incarnent dans la matérialité autant

que dans les usages quotidiens de nos lieux. Nous parlons bien d'Espaces Communs, plaçant le lieu et sa matérialité comme sujet à part entière. C'est une manière pour nous d'affirmer que par des configurations spatiales, il est possible de créer des configurations sociales souhaitables.

Au delà des disciplines, ces expériences de Communs et d'Espaces Communs sont à l'image de mouvements structurels plus importants. Alors qu'en France, le tissu du tiers secteur associatif est structuré et institutionnalisé, en Italie, ce dernier demeure avant tout un mouvement social et politique. Et dans le cas de l'Asilo, une configuration sociale qui crée une configuration spatiale.



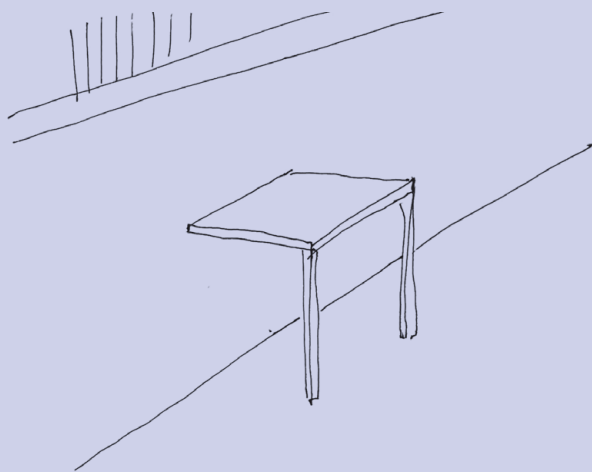
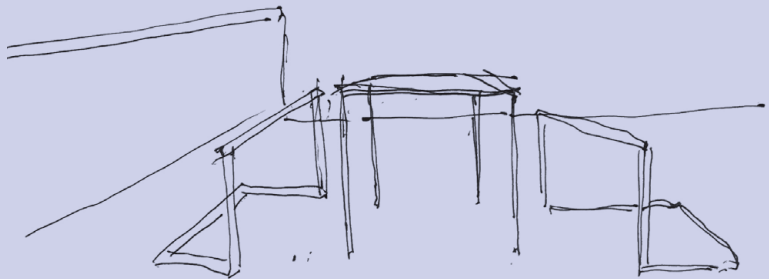
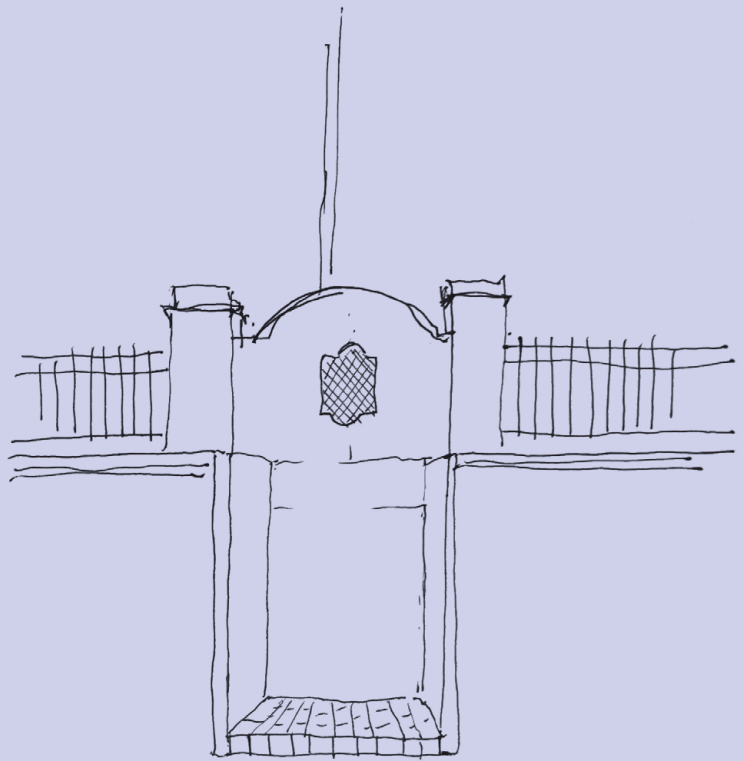
LA CUISINE

* drawing of the cooking station

*Très cool,
j'aime
bien
ce petit
bordel.*

* entendu dans les couloirs de l'Asilo

* «l'hospitalité de l'espace extérieur»



* screenshots from the Asilo instagram account



* poster for events at Asilo



*Les trois bases
de ce que l'on
apprend
à l'occasion
d'une assemblée :
« Empathie,
écoute, silence ».*

* entendu dans lors d'une plénière

IMMAGINAZIONE

Approfondimenti e reportage

[e]

CLANDESTINA

Questa pagina ospita alcuni **approfondimenti scientifici** e **reportage** sull'Asilo e sul percorso dei beni comuni e dell'uso civico urbano.

Oramai sul tema esiste una grande produzione scientifica e divulgativa, che spazia dall'economia, alle scienze sociali, all'impresa culturale, all'antropologia, all'architettura, alla geografia, e a tanto altro. Qui ne riportiamo solo una parte, di cui condividiamo e sosteniamo il metodo: **non è la neutralità a rendere rigorose la ricerca scientifica e l'attività di reportage, anzi, alcune narrazioni sono oneste e rigorose proprio perché non sono neutrali, ma si lasciano coinvolgere dalle realtà narrate e ad esse prestano il proprio apporto.**

Si tratta di contributi dove le autrici e gli autori hanno messo in gioco i propri personali studi e capacità nello spazio cooperativo e interdipendente del movimento dei beni comuni napoletano e non solo, ricevendo in dono e rielaborando pezzi dell'intelligenza collettiva sprigionata dalle nostre pratiche e dai nostri conflitti.

L'elenco è in divenire, perché apprendiamo con piacere che sempre più le comunità scientifiche e professionali riconoscono questi lavori, e danno loro spazio in riviste e saggi di settore. Ripubblicare qui questi lavori significa per noi non solo raccontarci, ma anche iniziare

CALENDARIO SETTEGIORNI

Non ci sono eventi in programma in questo intervallo di date



* recueil des reportages et travaux
de recherche sur ce qui est produit à l'Asilo :
<https://www.exasilofilangieri.it/approfondimenti-e-reportage/>

On ne vient pas à l'Asilo avec un regard neutre.

De l'Asilo on a entendu parlé, ci et là, à Bruxelles, Paris, Rennes ou Riga, comme l'un de ces communs urbains emblématiques et pionniers, le premier des 12 communs napolitains.

L'Asilo comme un cas d'école ou un mythe. L'Asilo comme un horizon d'attente lorsque l'on amorce ses premiers pas dans la ville, et son centre touristique aujourd'hui rongé par une touristification galopante.

La porte est ouverte. Elle l'est toujours. L'on grimpe des escaliers magistraux et l'on se perd dans un dédale de couloirs où au sol des flyers pour les manifestations passées et à venir et au mur des graffitis anti-fascistes, anti-capitalistes, anti-racistes nous disent, dans la sédimentation de ces mots de rage, de colère et de résolution à se battre contre un monde néo-libéral, l'inscription de l'Asilo dans la longue histoire des mouvements sociaux et des luttes de l'Italie du Sud. L'on évoque avec celles et ceux qui le font vivre les assemblées des lundi, de ces décisions prises en cercle depuis 12 ans pour faire vivre ce lieu. On entend des anecdotes, récits, des souvenirs qui se tissent dans les paroles de celles et ceux qui témoignent: ce concert mémorable, cette assemblée qui a vu naître une lutte, ces tensions parfois avec les enfants du voisinage, cette communauté temporaire qui mute et se régénère, attachée à la préservation du lieu et de son écosystème, résolue à ne pas laisser au marché cet îlot de résistance. Plus tard, à la rencontre d'autres communs napolitains - Scugnizzo Liberato, ex-OPC, Giardino Liberato - on renoue avec ce mythe de l'Asilo dans les mots de nos hôtes. **L'Asilo comme un pionnier. L'Asilo comme un allié. L'Asilo comme le premier.** Celui qui a trouvé la faille. Celui qui a su inverser le rapport de force avec la puissance publique.

Celui qui a hacké le droit pour dire ceci: des communautés auto-organisées sont en capacité de gérer des ressources communes, des lieux au cœur de la ville comme biens inaliénables comme le sont les forêts et l'eau, elles génèrent des externalités positives que la puissance publique doit d'abord reconnaître, puis soutenir en garantissant un usage civique pérenne, enfin soutenir en prenant en charge entretien, investissement et fluides, pour ne pas faire reposer sur les plus précaires le coût d'un loyer et de l'entretien, ou contraindre ces communautés à embrasser des modèles économiques complices du marché pour maintenir dans le temps leur action d'intérêt général. Le plaidoyer est puissant. Sa force performative a même infléchi le réel à Naples avec, dans le sillage de l'Asilo, l'émergence de 11 autres communs. C'est cette force du récit, cet imaginaire qui rebat les cartes du pouvoir, les référentiels en place entre l'État et le marché, ce refus à se résoudre à d'autres compromis qui résonne bien après avoir quitté l'Asilo. Qui dit qu'en France un long chemin peut-être reste à faire, mais que nous aurons avec nous ce contre-récit que propose l'Asilo. L'on quitte l'Asilo comme l'on quitte un musée. Le berceau de cet imaginaire. Peut-être pas rassasié de réel, d'usages, d'enthousiasmes, de vies et de corps qui incarnent ce travail du commun mais – de la même manière qu'une rencontre avec une œuvre d'art peut infléchir une trajectoire individuelle – avec la certitude que d'autres voies sont possibles. À nous alors, armés-es de cette certitude, de donner corps à celle-ci avec nos joies, nos rires, nos voix qui résonnent, nos corps qui construisent, aident, pansent ou dansent.

Spontaneous street itw

**How would you call this kind of place?
How often do you come and what for?**

"A social center for young people but they sometimes organize political manifestations"

– 2 retired people, living in front of L'Asilo

"They organize activities for young people, cultural events or artistic exhibitions, theaters... Many things."

– a shopkeeper in the neighborhood since 2 years

"I follow their facebook page, they organize many things. I can hear when they organize concerts and events from my window because I live in front of the building. I would like to go but I haven't find the time yet."

– a woman, inhabitant and shopkeeper in the neighborhood since 3 years

"I came just once, I thought the building was abandoned and was curious to see inside."

– a student woman, inhabitant of the neighborhood

"I came just once, because I participated in a movie shooting in the street and they used L'Asilo as a backstage place."

– a woman, inhabitant of the neighborhood

"I don't go there because I don't want to, not because I can't."

– 2 retired people, living in front of L'Asilo

Dans

*« learning
by doing »,
ils entendent
« faire le
ménage » ?*

* entendu dans les couloirs de l'Asilo

* shots from outside
and inside the Asilo





* feel free to fill the empty bubbles as you want

* crossing Asilo



A discussion between R. from Scugnizzo Liberato & A. from Ex Asilo Filangieri

This document presents questions and answers gathered from speakers and managers of common spaces in Naples during the immersive session of the BASICC Project, held from October 3rd to October 5th, 2024.

How has gentrification impacted this specific area of Naples?

R* Gentrification hasn't had a significant impact on this area yet; its effects have been more noticeable in the city center. However, evictions are becoming increasingly common throughout Naples, and that's something we're seeing here as well.

How has gentrification affected the people who visit Scugnizzo Liberato?

R* We've noticed an increase in migrants from lower-income backgrounds frequenting the space. While some tourists, particularly Americans, do come by, it's usually for events like concerts. The majority of people visiting are still local residents, though this seems to be a process that's gradually evolving.

How has gentrification affected the people who visit the space?

A * In our case, we've actually seen fewer people coming in, and there aren't any tourists—it's still mostly locals. I think part of the reason for the decline in visitors is that many people have moved away porpos

How has gentrification impacted this area?

A* Prices in the area have skyrocketed. Local businesses have raised their prices significantly, and many of the nearby cafés and restaurants have become more "posh," trying to cater to tourists.

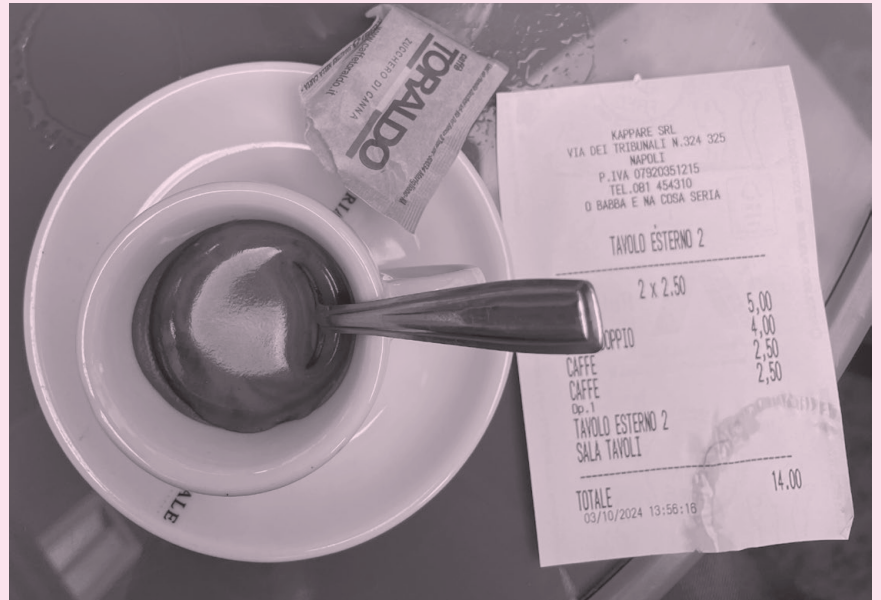
How has the raise in prizes from local businesses affected the activities organized by the space?

A* The higher prices have made activities less affordable and accessible. There was a time when people from Asilo could grab a coffee nearby after activities, but that's no longer the case. Students simply can't afford to pay 5 euros for a coffee..

*We need a strong
response to this
market and the
response must
be public first.*

* entendu lors d'une conférence sur les communs
et les politiques publiques

* 2,50€ le café!



* Via dei Tribunali, the axe of touristification



** Via dei Tribunali, the axe of touristification



Naples craint de devenir une « deuxième Barcelone »

Par Allan Kaval (Naples, envoyé spécial)

Publié le 17 juillet 2023 à 18h00, modifié le 20 juillet 2023 à 15h16

🕒 Lecture 8 min. [Read in English](#)

📖 Article réservé aux abonnés

🔖 Ajouter à vos sélections



REPORTAGE | « L'Europe gentrifiée » (7/7). Dans les Quartiers espagnols, enclave populaire située près du port de la ville, les enseignes de bed and breakfast fleurissent là où régnaient il y a quelques années la prostitution, la contrebande et les trafics divers.

Sasi Visone, 47 ans, était un simple coiffeur, un *parrucchiere* en italien, lorsque les touristes sont apparus le long des voies étroites et rectilignes des Quartieri Spagnoli – les Quartiers espagnols –, où il a grandi et qu'évitaient soigneusement les visiteurs étrangers quelques années plus tôt. Tandis que d'autres commerçants se reconvertissaient dans la street food, le tracé en damier de cette enclave populaire du centre de Naples, dessinée au XVI^e siècle, a commencé à se couvrir, sur Google Maps, de têtes d'épingle rose indiquant des chambres et des appartements de location par ailleurs proposés à la réservation sur Airbnb.

Lire aussi : [📖 Le rattrapage économique du sud italien n'a pas eu lieu](#)

Précipitées après la pandémie de Covid-19, mais déjà amorcées quelques années auparavant, ces transformations rapides ont ouvert une « période d'or » pour les 15 000 habitants des Quartiers espagnols, selon M. Visone. Il se souvient d'avoir senti le vent changer de direction quand les couturiers Domenico Dolce et Stefano Gabbana sont venus dans son quartier pour célébrer, à Naples, les trente ans d'existence de leur maison avec le soutien du maire d'alors, Luigi De Magistris. Les trois jours de fête donnés à cette occasion annonçaient alors le changement radical de l'image de Naples et de son centre-ville encore populaire, en Italie comme à l'étranger.

* Naples craint de devenir une « deuxième Barcelone », Allan Kaval, le Monde, 17 juillet 2023

*Tourism
let
people
behind.*

* entendu lors d'une conférence
sur la gentrification de Naples

« BASTA BNB »

Arrête de faire le touriste!

Spritz à gogo, airbnb, pizzeria fast food, plages privées, paquebots de croisière etc. Le tourisme de consommation qui ne cesse de croître ces dernières années, ronge de plus en plus la ville de Naples. Gentrification, problème de logements, répartition des richesses. Ce modèle de croissance d'une ville basée sur le tourisme a de lourdes conséquences sociales, culturelles, économiques sur les habitant·es et leur patrimoine.

La privatisation du secteur de l'aménagement touristique a entraîné une polarisation de la société, avec un modèle de tourisme dans lequel les travailleur·ses et habitant·es ne perçoivent pas les revenus et bénéfices directs de ce tourisme de masse, et qui limite l'accès et le droit à la ville des Napolitain·es (accès au littoral et à la mer notamment) et entraîne une véritable crise du logement.

Considéré comme un véritable levier de développement économique et urbain, le tourisme se situe au cœur des politiques publiques nationales et locales et bénéficie d'investissements importants. Le marketing territorial fait son chemin dans une Italie désormais décrite comme née pour accueillir ce tourisme. Détournant la célèbre expression, il s'agit désormais de Voir Naples et manger, ou boire des Spritz alors même que cette boisson, omniprésente sur les cartes des bars du Quartier historique, est originaire de Venise! Le caractère populaire de Naples devient lui-même un ressort touristique: la patrimonialisation de la culture populaire, un phénomène qui a déjà touché des logements populaires comme certains *bassi* de Naples, rénovés pour la location à des touristes auxquels est ainsi proposée une expérience de la « napolitanità ». Conscients des effets de ce tourisme de masse

sur les aménagements, les aménités urbaines ou plus encore sur le logement, les pouvoirs publics tentent aujourd'hui d'en prendre la mesure mais les réponses convoquées comme le développement d'un tourisme différent adressé à des classes sociales plus aisées ou des réflexions sur des nouveaux modèles d'habiter ne participent pas à résoudre le problème. Il s'agit de traiter les conséquences en rajoutant une nouvelle couche de tourisme.

Cependant, les italien·nes sont un peuple résistant et résilient. Cette résistance est en marche pour porter une critique de ce modèle capitaliste et néfaste pour l'Homme et l'environnement, et proposer des alternatives. Napoli fait partie du collectif RESTAABIANTE, un réseau de villes sud européennes face à la touristification. À travers l'organisation d'événements festifs engagés, débat public, d'ateliers d'écriture/ dessin, d'affichages et pétitions, ou en manifestant sur l'espace public, iels prônent une limitation du nombre de logements vacants et défendent un droit à l'habitat pour tout Napolitain·e.

C'est toute une politique alternative qui est mise en avant, avec des propositions précises: l'arrêt immédiat de l'ouverture de nouveaux logements BnB dans le centre historique, la bonne proportion de lits touristiques par rapport aux lits résidentiels dans chaque quartier, la conversion de l'immobilier privé abandonné en propriété résidentiel de la commune avec une gestion publique.

CHIFFRES:

Dans certaines zones du centre historique, le loyer représente plus de la moitié du revenu d'une famille. Un loyer qui dépasse largement le seuil d'accessibilité à un logement (30%).

En 10 ans, le nombre d'annonces Airbnb a été multiplié par 7, passant de 1330 annonces en 2015 à 9700 en 2024.



* dessin sur la thématique de la gentrification
fait par des usagers de l'Asilo

*We stay,
we dwell,
we inhabit
Napoli.*

* entendu lors d'une conférence
sur la gentrification de Naples

Historical, political and legal views

From a Common Resource Giving Rise to the Notion of Commons and a Social Struggle in Italy...

The commons movement in Italy originated from the economic crises and issue of water. In 2011, following a referendum, in contrast to typically low voter turnout, citizens rallied in large numbers to oppose the privatization of water. This movement highlighted the need for a third option between public goods, managed by the state, and private goods. **It introduced the idea of shared governance of common resources, like water, with a focus on preserving these resources.**

This question has led to continued public mobilization and creating Social movements. The use of the term "commons" became more and more prominent and in 2012, cultural workers and activists started to occupy public spaces. Italy's historical and patrimonial buildings, including old schools and psychiatric hospitals, present a unique challenge for urban renewal. Many of these spaces are no longer in use, providing opportunities for the commons movement to repurpose them.

...to the creation of a legal tool

Among them, the occupation of l'Asilo, initially symbolic and planned for three days, led to a three-year occupation from 2012 to 2015. During this time, various citizens and cultural actors drafted the Declaration of Civic and Urban Use, which was officially recognized by the municipality in 2015. This marked its legal inscription and opened a third path between the public and private sectors for managing "beni comuni" (common goods).

En 2016, la ville de Naples a attribué le statut de biens communs à sept lieux emblématiques, tous occupés ces dernières années par différents mouvements de citoyens récupérant l'espace pour des activités socioculturelles autogérées.

La catégorie juridique des usages civiques se rattache à la propriété collective dans laquelle l'appartenance du bien est attribuée à une communauté vivante de manière ininterrompue. L'usage civique et collectif urbain en est une interprétation large. Cet instrument permet la gestion collective d'un bien public.

Les usages civiques et collectifs urbains qui régissent les biens communs à Naples fonctionne à la manière d'une constitution qui en établit les organes décisionnaires, les différents usages, le système économique... Chaque lieu reconnu comme *Bien commun* à sa propre déclaration d'usage civique qui la lie à la municipalité, cette déclaration peut être modifiée en fonction des évolutions des usages du lieu. Le lieu est dans ce cas confié en gestion, non pas à une structure juridique, mais à une communauté de personnes. Ce système, en l'absence de contrat, fonctionne sur une reconnaissance institutionnelle de l'utilité publique et garantit l'autonomie des lieux. Il a été reconnu par le maire de Naples dans une logique institutionnelle. Pour être effectif, le règlement de chaque lieu doit être officiellement adopté par l'administration locale et le gouvernement. Comme chaque site possède des caractéristiques spécifiques, chaque règlement est unique et son contenu doit être défini par la communauté locale par le biais d'un processus participatif. Dans le cadre de ce règlement, la ville s'engage à garantir les conditions d'accès minimales au bâtiment et prend donc en charge les dépenses liées à l'eau et l'électricité, ainsi que les travaux de maintenance extraordinaires. Dans le cas d'un changement de municipalité, la pérennité de ces accords repose principalement sur la reconnaissance politique locale et internationale de ces projets. En effet, ces espaces remplissent aujourd'hui de telles fonctions sociales que leur reprise par les pouvoirs publics représenterait un « coût » politique trop élevé.

PROJET DE RECHERCHE GALILÉE 2019 : « CRISE DU LOGEMENT ET HABITATIONS POPULAIRES DES CENTRES- VILLES DE ROME, NAPLES ET MARSEILLE. TAUDIS ET FONDACI, XVIIIE-XXIE SIÈCLE »

🕒 03/05/2019 👤 BRIGITTE MARIN 💬 LAISSER UN COMMENTAIRE

Le principal objectif scientifique de cette collaboration, sur l'habitat populaire, est d'incuber le développement d'une équipe interdisciplinaire italo-française pendant deux ans d'échanges et de publications conjointes, afin de consolider une reconstruction historico-anthropologique et socio-urbanistique de longue durée, intéressant les centres historiques de Rome, Naples et Marseille, susceptible de servir de socle pour élargir les recherches à d'autres réalités méditerranéennes. Les études de sciences sociales sur les espaces urbains de l'Europe méridionale et de la Méditerranée se sont centrées prioritairement, ces dernières années, sur deux phénomènes : les processus de renouvellement urbain et de « gentrification » des centres-villes ; la dégradation des conditions de l'habitat à bon marché en périphérie, en lien, en particulier, avec les flux et les politiques migratoires, et les phénomènes corollaires de ségrégation sociale. Les deux équipes, formées d'historiens modernistes et contemporanéistes pour Aix-Marseille Université, de spécialistes des métropoles actuelles, sociologues, anthropologue, géographe et historien du temps présent pour La Sapienza Università di Roma, proposent d'inverser le regard, à partir d'une approche renouvelée de la question sensible du logement des populations aux faibles revenus dans trois grandes villes de l'Europe méridionale, Marseille, Rome et Naples, en s'attachant à des lieux et des constructions qui, sur une durée de plusieurs siècles, ont maintenu leur vocation d'accueil de pauvres et d'étrangers.

En effet, loin d'être cantonnées aux marges urbaines, les populations mobiles, déracinées et démunies, ont trouvé, dès le XVII^e siècle, au cœur des quartiers urbains, dans les zones centrales, des formes d'accueil (en dehors des grandes institutions d'assistance et d'enfermement des pauvres) qui ont pu donner lieu à des constructions spécifiques. Le plus souvent, il s'agissait d'habitations précaires (baraquements et campements), mais aussi de bâtiments de construction plus durable qui s'en trouvèrent socialement fortement connotés : espaces mixtes de travail, d'échange commercial et de logement, espaces résiduels (étables, entrepôts, etc.) dans ou à proximité des hôtels particuliers, chambres garnies... Ces formes d'habitat plurielles (gratuites ou en location ; pour des individus seuls, des groupes ou des familles ; légales et contrôlées ou en dehors du droit ; temporaires ou définitives) sont assez mal connues des historiens car elles

* Brigitte Marin, *Crise du logement et habitations populaires des centres-villes de Rome, Naples et Marseille. Taudis et fondaci, XVIIe-XXIe siècle, Meditterapolis*, disponible sur : <https://mediterrapolis.hypotheses.org/1107> (3 mai 2019)

Visite de site du Giardino Liberato

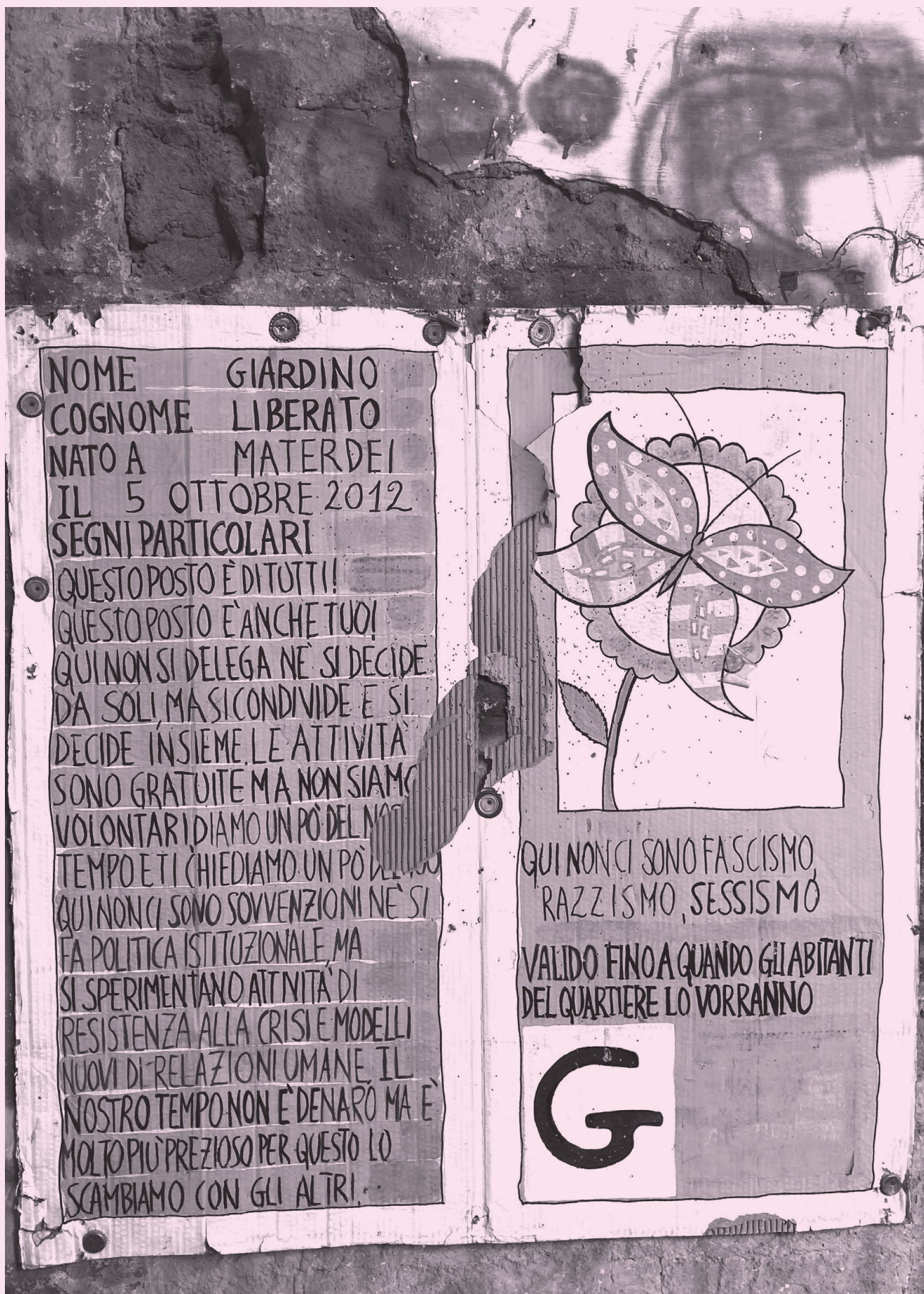
Le « Giardino Liberato » est un projet qui prend place dans un ancien couvent situé dans le quartier de Materdei à Naples. Couvent jusqu'en 1930, le lieu est ensuite préempté par la municipalité et se transforme en lieu d'hébergement pour femmes et enfants en situation de précarité. En 1980, un terrible tremblement de terre déloge ses habitant-es et laisse le lieu vide. En 1984, la ville entame un grand travail de restauration du bâti et le rend à nouveau habitable.

En 2009, le parti politique néofasciste CasaPound s'installe dans le lieu. À cette époque, le quartier est composé d'ouvrier-es de fabricant-es de chaussures et l'arrivée de ce groupe politique rencontre de vives protestations. Les riverains-es se rassemblent, chacun-e amenant sa chaise pour se retrouver dans la rue et échanger sur la présence de ce groupe politique dans le quartier. De grandes manifestations prennent place pour contester leur présence.

Dans un même temps, plusieurs innovations juridiques et administratives prennent place. En 2011, un nouveau maire à Naples est élu et un travail de fond est entamé sur la reconnaissance administrative des biens communs – *bene comune* – et des communautés informelles. Désormais, il n'est plus nécessaire de se former en association ou en entreprise pour exister administrativement, les communautés informelles sont reconnues. Pendant trois ans, des discussions prennent place autour de la reconnaissance des *bene comune*, ces espaces identifiés comme des biens communs comme le seraient l'eau, la montagne et toutes les ressources naturelles pour leur donner une valeur administrative et juridique. Dans cette continuité, les jardins sont reconnus comme des biens communs: c'est ainsi que le projet du giardino liberato naît.

Aujourd'hui, plusieurs communautés de lieux tels que l'Asilo et le Giardino Liberato continuent ce travail de reconnaissance administrative et juridique des *bene comune* et défendent l'idée de sortir certains lieux de la spéculation immobilière, de ne pas regarder seulement leur valeur économique mais de valoriser leur fonction et leur valeur sociale.

Plusieurs sujets sont toujours en cours de discussion, notamment sur les questions d'autonomie de ces lieux. Par exemple, au Giardino liberato comme dans la plupart des *bene comune*, les charges des fluides du bâtiment sont payées par la municipalité, rendant la communauté d'usager-es dépendante de leur financements.



NOME GIARDINO
COGNOME LIBERATO
NATO A MATER DEI
IL 5 OTTOBRE 2012

SEGNI PARTICOLARI

QUESTO POSTO È DI TUTTI!
QUESTO POSTO È ANCHE TUO!
QUI NON SI DELEGA NE' SI DECIDE
DA SOLI, MA SI CONDIVIDE E SI
DECIDE INSIEME. LE ATTIVITÀ
SONO GRATUITE MA NON SIAMO
VOLONTARI, DIAMO UN PÒ DEL NOSTRO
TEMPO E TI CHIEDIAMO UN PÒ DEL TUO.
QUI NON CI SONO SOVVENZIONI NE' SI
FA POLITICA ISTITUZIONALE, MA
SI SPERIMENTANO ATTIVITÀ DI
RESISTENZA ALLA CRISI E MODELLI
NUOVI DI RELAZIONI UMANE. IL
NOSTRO TEMPO NON È DENARO MA È
MOLTO PIÙ PREZIOSO PER QUESTO LO
SCAMBIAMO CON GLI ALTRI.



QUI NON CI SONO FASCISMO,
RAZZISMO, SESSISMO

VALIDO FINO A QUANDO GLI ABITANTI
DEL QUARTIERE LO VORRANNO

G

* carte d'identité du Giardino Liberato

Référendum italien de 2011

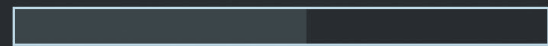
12-13 juin 2011

Type d'élection : référendum

Corps électoral et résultats

Inscrits : 50 417 952


Votants : 27 637 943

 54,82 %

Blancs et nuls : 437 084

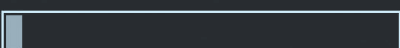
Abrogation de la loi de privatisation du secteur de l'eau

Pour  95,35 %

Contre  4,65 %

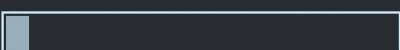
Abrogation de la loi imposant que les tarifs de l'eau assure un retour sur investissement au secteur privé

Pour  95,80 %

Contre  4,20 %

Abrogation de la loi autorisant la construction de nouvelles centrales nucléaires

Pour  94,05 %

Contre  5,95 %

Abrogations du *legittimo impedimento*, autorisant le Président du conseil et les ministres à ne pas comparaître en justice.

Pour  94,62 %

Contre  5,38 %

* en référence à la présentation sur les mouvements sociaux en Italie. Source Wikipédia.

*The world
of commons
is not a world
of Bisounours.
It's a world of
compromises.*

* entendu durant la table ronde
Commons and public policies

The commons as ecosystems for culture

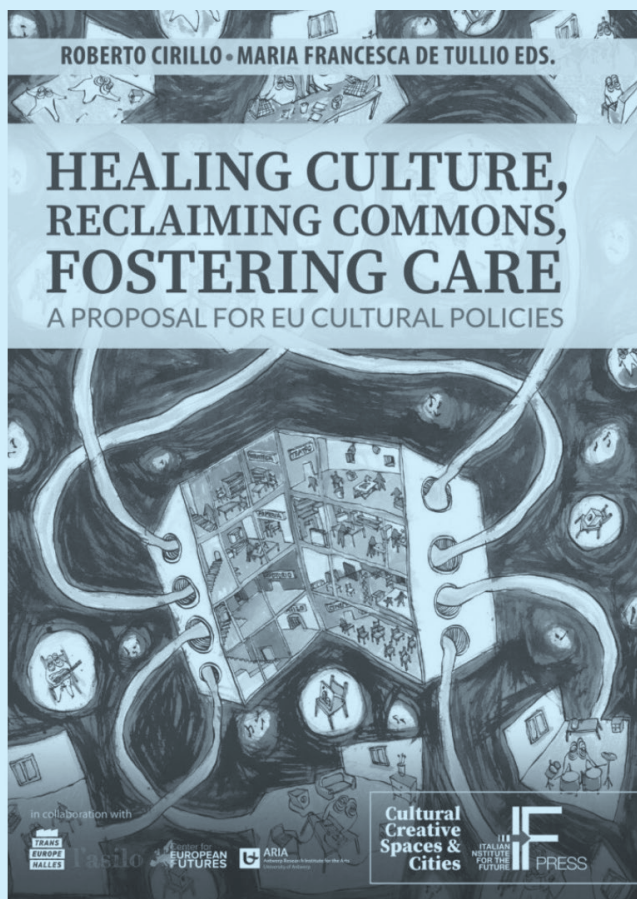
Coordinated by Maria
Francesca De Tullio

Commissioned by
Cultural and Creative
Spaces and Cities

www.spacesandcities.com

Cultural
Creative
Spaces &
Cities

Co-funded by the
Creative Europe Programme
of the European Union



* en référence à l'intervention
Commons and public policies.

Fansilo, session immersive à l'Asilo

Global: commons and public policies

Les biens culturels en Italie

De l'« assaut » à la mise en commun

Daniela Festa



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insituars/1148>

DOI : [10.4000/insituars.1148](https://doi.org/10.4000/insituars.1148)

ISSN : 2680-4972

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Daniela Festa, « Les biens culturels en Italie », *In Situ. Au regard des sciences sociales* [En ligne], 2 | 2021, mis en ligne le 22 mars 2021, consulté le 23 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/insituars/1148> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insituars.1148>

Ce document a été généré automatiquement le 23 janvier 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

* en référence à la table ronde
Commons and public policies.

Les biens culturels en Italie

De l'« assaut¹ » à la mise en commun

Daniela Festa

- 1 La prolifération de la littérature liée aux communs pousse à nous interroger sur la solidité de cette théorie émergente et sur sa capacité à améliorer les analyses et solutions formulées pour répondre aux questions de notre temps. Les biens culturels sont aujourd'hui de plus en plus associés aux biens communs ou parfois aux communs tout court. Néanmoins, ces références restent souvent floues et peu développées.
- 2 Pouvons-nous ainsi considérer les biens culturels en tant que biens communs ou communs ? Peut-on interpréter la relation à ces biens sous l'angle de l'inclusivité² et non pas de l'exclusivisme propriétaire et dans quel sens ?
- 3 J'essaierai ici d'éclaircir le lien entre ces notions à partir de la récente élaboration italienne. Les arguments qui suivront, bien que porteurs d'une dimension paradigmatique, sont toutefois doublement situés : ils sont, d'une part étroitement liés à l'accélération des politiques néolibérales mises en œuvre ces dernières décennies en Italie et plus largement en Europe, et demeurent d'autre part internes au débat italien sur la dimension collective des droits. Cette question connaît ici une trajectoire propre influencée par une approche particulière du patrimoine territorial et incarnée dans des notions juridiques spécifiques telles qu'une propriété fonctionnalisée appuyée sur les interprétations constitutionnelles.
- 4 Cette précaution posée, je considère néanmoins qu'aborder le patrimoine culturel sous le prisme du binôme bien communs / communs représente, de manière plus générale, une perspective privilégiée pour mettre en évidence les spécificités conceptuelles et les imbrications territoriales et politiques entre ces deux notions.

*Commons
should not
be considered
as "small
sociological
subjects" because
that will mean
"small money".*

** entendu durant la table ronde
Commons and public policies*

NICOLE ALIX
JEAN-LOUIS BANCEL
BENJAMIN CORIAT
FRÉDÉRIC SULTAN

VERS UNE RÉPUBLIQUE DES BIENS COMMUNS ?

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Vers une république des biens communs ?

Des jardins partagés aux logiciels libres, des encyclopédies en ligne aux recycleries installées dans les quartiers des villes ou dans les campagnes, les « communs » semblent essaimer partout. Mais pourquoi ce succès ? Et comment expliquer cet essor ?

Cet ouvrage montre comment nous sommes entrés dans une phase nouvelle, celle de l'enracinement des communs dans la société, de leur extension à des domaines sans cesse élargis de la vie sociale et de leur pérennisation dans le temps. Car les auteurs partagent cette conviction : le commun n'est pas destiné à venir compenser les déficiences d'un monde capitaliste et marchand. Instrument d'une citoyenneté refondée, le commun comme les hybrides auxquels il ne peut manquer de donner lieu (mutuelles de travail, coopératives « ouvertes », plateformes numériques, etc.) ont vocation à se déployer comme formes économiques majeures, au service du bien commun.

En tirant parti de l'expérience mutualiste, coopérative et associative, ce livre s'efforce de penser dès aujourd'hui la connexion et la coopération entre communs pour aider à ce que cet avenir se réalise. Si l'on veut échapper à l'enfermement des communs dans un monde fait d'îlots séparés, il faut d'emblée envisager les relations des communs à l'entreprise, à la ville, au territoire, à l'action citoyenne, et commencer à préfigurer et à anticiper dans la pensée comme dans l'action ce que pourrait être une *république des communs*.

ISBN 979-10-209-0612-0
DÉP. LÉG. : AOÛT 2018
23 € TTC France



AOC

Analyse **Opinion** Critique Entretien Fiction Auteur-e-s Rayonnages Tables Archives Librairie

mercredi 9 février 2022

ECONOMIE

Biens publics ou biens communs mondiaux ?

Par **Benjamin Coriat, Fabienne Orsi, Jean-François Alesandrini, Pascale Boulet** et **Sauman Singh-Phulgenda**

ECONOMISTE, ECONOMISTE, CONSULTANT, JURISTE, ECONOMISTE

Au moment où se multiplient les appels à ériger les vaccins, masques ou médicaments essentiels en biens publics ou biens communs mondiaux, il est urgent de mettre un terme à la confusion entre ces deux notions, qui empêche de saisir les enjeux politiques et intellectuels sous-jacents. La première s'inscrit dans la science économique *mainstream* et la seconde pense à l'inverse les conditions d'une mise hors marché et d'un autre mode de gouvernance.

agrandir AA partager

Avec la pandémie de Covid-19, la notion de « biens publics mondiaux » a retrouvé de l'aura, celle-là même qui avait été propulsée sur le devant de la scène au moment d'une autre pandémie, celle du VIH/sida. À ses côtés cependant est apparue la notion de « biens communs mondiaux ».

On ne compte plus les appels à constituer des biens publics mondiaux ou des biens communs mondiaux par des acteurs variés, aux horizons de pensée parfois diamétralement opposés : Président de la République française, femmes et hommes politiques de droite et de gauche, militant.e.s pour l'accès universel aux vaccins contre le Covid-19, organisations internationales, panels d'experts... Dans les discours ou dans les textes des uns et des autres ces notions apparaissent souvent comme synonymes, on les emploie l'une pour l'autre, on les amalgame. Tout se passe en réalité comme si ces notions étaient des mots, dont le sens exact importait peu, leur contenu tout autant. Leur signification, sans profondeur réelle, serait simplement là pour indiquer une direction dont on ne saisirait que très peu la finalité concrète.

* en référence à la table ronde

Commons and public policies.

Pour aller sur le site AOC,

vous pouvez utiliser ce QR code.



JACQUES RANCIERE

Le maître ignorant

10
18

Cinq leçons sur
l'émancipation
intellectuelle



* en référence à l'intervention
Commons and public policies.

*We neglect
the small
power that
we have
in our
daily lives.*

* entendu durant la table ronde
Commons and public policies



Commun #1



Commun #2



Commun #3



Commun #4



Commun #5



Commun #6



Commun #7



Commun #8



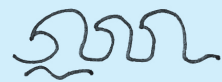
Commun #9



Commun #10



Commun #11



Commun #12



Commun #13



Commun #14



Commun #15



Commun #16

*We are
shouting
for
different
policies.*

* entendu durant la table ronde
Commons and public policies

Commons and public policy

Ce que sont et ne sont pas les biens communs

Une ressource partagée, qu'elle soit en libre accès ou non, n'est pas intrinsèquement un « commun ». Les ressources en libre accès, contrairement aux biens communs, sont vulnérables à *la tragédie des biens communs*¹, où la sur-utilisation d'une ressource peut conduire à son épuisement. La notion de « biens communs » basée sur l'approche d'Elinor Ostrom repose sur trois éléments : une ressource, une communauté, et une pratique qui établit des règles d'accès et de partage.

1. Ressource partagée :

Une ressource est utilisée par plusieurs parties.

2. Droits et obligations :

Les utilisateurs partagent les responsabilités et établissent des règles de gestion de la ressource. Ceci est crucial pour la protection des écosystèmes, où la propriété est définie par un ensemble de droits attribués à différents bénéficiaires. La propriété n'est pas absolue.

3. Structure de gouvernance :

Pour être efficaces, les biens communs doivent être dotés d'un système de gouvernance qui ne se contente pas d'établir des règles, mais qui en assure l'application et la fonctionnalité.

La majorité des règles dans les communs sont créées par les habitants eux-mêmes, un processus auto-élaboré visant à préserver les écosystèmes. Cela contraste avec la gouvernance imposée par les gestionnaires ou les hiérarchies publiques.

L'Asilo, un commun urbain de référence en Europe

La notion de « bien commun » émerge en droit, en géographie et en sciences sociales dans plusieurs pays comme l'Inde ou l'Italie, en réaction aux excès des privatisations. En effet, les modèles actuels régissant la fabrique de la ville – la promotion et la rente immobilière – fragilisent directement

le « Droit à la Ville » revendiqué par Henri Lefebvre. L'occupation des espaces urbains doit être repensée par les citoyennes et citoyens, habitantes et habitants, pour ne pas être laissée uniquement entre les mains des promoteurs, bailleurs et aménageurs. Dans le domaine de la fabrique urbaine, les communs urbains constituent donc une réponse à la financiarisation et à la privatisation de la ville. Ces initiatives prennent de nombreuses formes : jardins partagés, habitat participatif, monnaies locales, recycleries...

Les mouvements sociaux urbains italiens ont attribué une signification spécifique et novatrice aux biens communs urbains, étendant cette notion à l'environnement socio-culturel et productif de l'espace urbain. En instaurant une nouvelle catégorie juridique (l'usage civique, garantissant l'auto-gestion du lieu et son autonomie vis-à-vis de la mairie), l'Asilo est devenu un projet démonstrateur par son système de gouvernance unique, ouvert à tous les habitants de la ville et à tous les acteurs culturels.

1 – *Tragédie des communs*, est le titre d'un article du biologiste américain Garrett Hardin, paru en 1968 où l'auteur démontrait que l'usage collectif d'une ressource aboutissait nécessairement à sa surexploitation et à sa destruction, chaque usager tendant à prélever plus qu'il ne le devrait. Les seuls remèdes étaient, pour l'auteur, soit la nationalisation, soit la privatisation du bien commun.

*This is what
is lacking,
we are
forgetting to
ask for what
is ours.*

** entendu durant la table ronde
Commons and public policies*

Ce fanzine est réalisé dans le cadre de la formation du Diplôme Universitaire Espaces Communs. Une formation initiée par Yes We Camp, Ancoats, Co-design-it et l'université Gustave Eiffel et qui forme chaque année une soixantaine de professionnel·les à la création, la gestion et la mise en œuvre d'espaces communs. Ce fanzine documente une session de formation qui a eu lieu à l'Asilo, à Naples, en Italie, les 3, 4 et 5 octobre 2024. Cette session est réalisée en partenariat avec l'Asilo et dans le cadre du programme BASICC.

L'ensemble des participant·es a contribué à la production des contenus présents ici, parfois individuellement, parfois collectivement. Les contenus ne sont pas signés mais reflètent la multiplicité d'entrées et de points de vue des personnes présentes durant la session.

Trois formats sont disponibles: un mural, affiché dans l'Asilo; un PDF, disponible en ligne sur le site DU; un format papier, d'une vingtaine de pages, que chaque personne présente a pu composer comme bon lui semble. Il n'y a ainsi pas d'ordre de pages particulier et chaque exemplaire est unique.

Le fanzine est écrit en trois langues – français, italien, anglais –, et reflète le plurilinguisme des échanges qui ont lieu pendant ces trois jours.

L'ensemble de cette production a été coordonné et mis en forme par Adeline Vieira (Association Terrains Vagues), Florent Chiappero (Studio Baïnem) et Sonia Te Hok, sur une invitation d'Elsa Buet et Arnaud Idelon, avec l'appui des membres de l'Asilo.

Ce fanzine a été conçu et produit durant les trois jours de la session. Il a été imprimé chez Olivetti Copisteria à Naples en presque 80 exemplaires, puis relié collectivement. Il est composé avec les caractères Adelphe d'Eugénie Bidaut (Byebye Binary), Basier circle d'Atipo Foundry et MetaAccanthisAlternate d'Amélie Dumont.

Merci à tous·tes les participant·es pour leur investissements dans l'élaboration de ce fanzine:

Adrien Basiliades, Alessandra Esposito, Angela María Osorio Méndez, Arnaud Idelon, Ana Sofia Acosta Alvarado, Anne Bautz, Aron David Vanegas Chacon, Benjamin Coriat, Charlotte Coutagne, Cecilia Liljegen, Céline Picot, Cynthia Srnec, Elsa Buet, Emanuela Vizzarro, Fransez Poisson, Giuseppe Micciarelli, Joanne Journée, Jodie Hassenfolder, Laura Aufrère, Laura Lieto, Lucrezia Maria Pisano, Maria Francesca De Tullio, Mathilde Tournyol du Clos, Matteo Zoccolo, Monica Guidolin, Nadia Khallouki, Natali Depambola, Pauline Dutheil, Pierre-Antoine Phulpin, Riccardo Buonanno, Robin Girard, Rosalie Moreau, Sarah Boujardine, Santina Bertaux, Sophie Lagier, Valentina Sbrescia, Yoann Boishardy.

Merci à l'Asilo et aux *bene comune* de Naples rencontrés pendant la session, Giardino Liberato, Scugnizzo Liberato et Ex OPG, pour leur accueil. Merci à Alex Lambert pour les illustrations et merci les caffè, les arancini et les polpette.

